

Annexe

**Modifications aux statuts
de la Société anonyme belge d'Exploitation
de la Navigation aérienne (SABENA)**

1. L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société constituée pour une durée de trente ans le vingt-trois mai mil neuf cent vingt-trois et prorogée pour un terme de trente ans par décision de l'Assemblée générale des actionnaires du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf, autorisée par l'arrêté royal du quatre mai mil neuf cent quarante-neuf, a été prorogée pour un nouveau terme de trente ans par décision de l'Assemblée générale des actionnaires du quinze mai mil neuf cent septante-neuf, autorisée par l'arrêté royal du huit mai mil neuf cent septante-neuf. »

« Elle peut être prorogée successivement, par décision de l'Assemblée générale des actionnaires, moyennant autorisation donnée par arrêté royal. Elle peut être dissoute par anticipation. Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée, mais seulement avec approbation par arrêté royal. »

2. L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le capital social, fixé à trois milliards de francs, est représenté par un million cinq cent mille actions privilégiées et par quatorze millions cinq cent mille parts sociales, toutes sans mention de valeur nominale. Il existe en outre cinquante-deux mille actions de dividende. »

3. Dans l'article 7, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'avant-dernier et le dernier alinéa :

« En juillet 1968, la République démocratique du Congo, venue aux droits de l'actionnaire « Congo belge » après l'accession de ce pays à l'indépendance, a cédé les 374 200 actions privilégiées et les 11 100 actions de dividende dont elle était propriétaire à l'Etat belge. »

4. Dans l'article 7, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant le dernier alinéa :

« Les quinze cent mille actions privilégiées existants de cinq cents francs chacune ont été converties en actions privilégiées sans mention de valeur nominale et quatorze millions cinq cent mille parts sociales sans mention de valeur nominale ont été souscrites par l'Etat belge. »

5. Dans l'article 9, les mots « privilégiées et de dividende » sont supprimés.

6. La dernière phrase du littéra c de l'article 10 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois le montant total des emprunts et autres opérations de financement sur lesquels l'intervention est calculé ne peut excéder vingt milliards de francs belges. »

7. L'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La société est administrée par un conseil composé de seize membres, associés ou non, nommée pour un terme qui ne peut excéder six ans.

Les mandats des administrateurs sont renouvelables.

Huit membres appartiennent à la communauté culturelle française et huit membres à la communauté culturelle néerlandaise.

Sept administrateurs sont nommés sur proposition du Ministre ayant l'aéronautique dans ses attributions; deux sur celle du Ministre des Finances, un sur celle du Ministre des Affaires étrangères; six, dont 3 après consultation préalable des Ministres qui ont dans leurs attributions respectivement les Affaires flamandes, wallonnes et bruxelloises, sur proposition conjointe du Ministre ayant l'aéronautique dans ses attributions et du Ministre des Finances.

Les administrateurs représentent au conseil les Ministres qui les ont proposés.

Bijlage

**Wijzigingen aan de statuten
van de Belgische Naamloze Vennootschap (ot Exploitatie
van het Luchtverkeer (SABENA)**

1. Artikel 4 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De vennootschap, die op drieëntwintig mei negentienhonderd drieëntwintig voor een termijn van dertig jaar werd gesticht, en die met een termijn van dertig jaar werd verlengd bij beslissing van de Algemene Vergadering der aandeelhouders van veertien juni negentienhonderd negenveertig, waartoe machtiging werd verleend bij koninklijk besluit van vier mei negentienhonderd negenveertig, werd met een nieuwe termijn van dertig jaar verlengd bij beslissing van de Algemene Vergadering der aandeelhouders van vijftien mei negentienhonderd negenveertig, waartoe machtiging werd verleend bij koninklijk besluit van acht mei negentienhonderd negenveertig. »

« Zij kan, bij beslissing van de algemene vergadering der aandeelhouders, achtereenvolgens verlengd worden, mits bij koninklijk besluit verleende machtiging. Zij kan vroeger ontbonden worden. Zij mag verbintenissen aangaan voor een langere termijn dan haar duur, doch enkel mits goedkeuring bij koninklijk besluit. »

2. Artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het maatschappelijk kapitaal, vastgesteld op drie miljard frank, is vertegenwoordigd door een miljoen vijfhonderdduizend preferente aandelen en door veertien miljoen vijfhonderdduizend maatschappelijke aandelen, alle zonder aanduiding van nominale waarde. Bovendien bestaan er tweeeenvijftigduizend dividend-aandelen. »

3. In artikel 7 wordt er tussen het voorlaatste en het laatste lid een lid ingevoegd luidend als volgt :

« In juli 1968 heeft de Democratische Republiek van Kongo, in de rechten getreden van de aandeelhouder « Belgisch Kongo » na de verwerving van de onafhankelijkheid, de 374 200 preferente aandelen en de 11 100 dividend-aandelen waarvan zij eigenaar was, aan de Belgische Staat afgestaan. »

4. In artikel 7 wordt een bijkomend lid ingevoegd voor het laatste lid luidend als volgt :

« De vijftienhonderdduizend bestaande preferente aandelen van elk vijfhonderd frank werden omgezet in preferente aandelen zonder aanduiding van nominale waarde en de Belgische Staat chreef in voor veertien miljoen vijfhonderdduizend maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde. »

5. In artikel 9 worden de woorden « preferente aandelen en dividend-aandelen » vervangen door het woord « aandelen ».

6. De laatste zin van letter c van artikel 10 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het totaal bedrag van de leningen en andere financieringsoperaties, waarop de bijdrage wordt berekend, mag echter twintig miljard Belgische franken niet overschrijden. »

7. Artikel 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De vennootschap wordt beheerd door een raad samengesteld uit zestien leden, al dan niet vennoten, benoemd voor een termijn van ten hoogste zes jaar.

Het mandaat van de beheerders is hernieuwbaar.

Acht leden behoren tot de Nederlandse cultuurgemeenschap en acht leden tot de Franse cultuurgemeenschap.

Zeven beheerders worden benoemd op de voordracht van de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft; twee op die van de Minister van Financiën, één op die van de Minister van Buitenlandse Zaken; zes waarvan 3 na voorafgaande raadpleging van de Ministers die respectievelijk de Vlaamse, Waalse en Brusselse Zaken in hun bevoegdheid hebben, op de gezamenlijke voordracht van de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft en van de Minister van Financiën.

De beheerders vertegenwoordigen de Ministers die hen voorgesteld hebben in de raad.

Chaque année, deux administrateurs au moins sortent du conseil de manière que le mandat d'aucun membre ne dure plus de six ans.

Le premier ordre de sortie est déterminé par le sort; cette disposition ne s'applique pas aux membres du comité de gestion.

Les mandats des administrateurs prennent fin lorsque ceux-ci ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Toutefois, moyennant l'accord des Ministres réunis en Conseil, le Ministre ayant l'aéronautique dans ses attributions peut autoriser les titulaires à achever leur mandat en cours étant entendu qu'ils ne peuvent, en aucun cas, demeurer en fonction au-delà de l'âge de 67 ans.

Le Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions participe, s'il le désire, aux réunions du conseil. »

8. Il est inséré, sous le titre « Délibérations du conseil », un article 12 rédigé comme suit :

« Le conseil est présidé par le Président de la Sabena.

Il se réunit sur convocation de ce dernier, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

En cas d'empêchement, le Président de la Sabena est remplacé par le Vice-Président.

Le doyen d'âge préside le conseil d'administration en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président. Sauf le cas de force majeure ou d'empêchement résultant de guerre, grève ou calamité publique, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si sept au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou par télégramme, à l'un de ses collègues du conseil, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et voter en son lieu et place. Le délégant est, dans ce cas, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

La faculté donnée aux administrateurs par l'alinéa qui précède est accordée aux commissaires dans le cas prévu par l'article 55, alinéa 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les décisions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés. »

9. L'article 13 est, sous le titre « Pouvoirs du conseil », remplacé par les dispositions suivantes :

« Le conseil d'administration détermine la politique générale de la société en accord avec les décisions de l'assemblée générale

Il effectue tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts confient à l'assemblée générale ou au comité de gestion.

Il établit les comptes annuels et convoque l'assemblée générale des actionnaires.

Il approuve le budget annuel ainsi que la préfiguration des comptes.

Il fixe la rémunération et les émoluments du Président de la Sabena, du Vice-Président et des autres membres du comité de gestion. »

10. Il est inséré, sous le titre « Comité de gestion », un article 14 rédigé comme suit :

« Le conseil d'administration nomme dans son sein un comité de gestion composé du Président de la Sabena, du Vice-Président de la Sabena et de quatre administrateurs nommés sur proposition du Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions après consultation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires étrangères.

Trois membres appartiennent à la communauté culturelle française et trois membres à la communauté culturelle néerlandaise.

Le comité de gestion est présidé par le Président de la Sabena.

En cas d'empêchement, le Président de la Sabena est remplacé par le Vice-Président de la Sabena.

Ieder jaar treden ten minste twee beheerders uit de raad zodat het mandaat van geen enkel lid meer dan zes jaar duurt.

De eerste orde van uittreding wordt bij loting vastgesteld; deze bepaling is niet van toepassing op de leden van het beheerscomité.

De mandaten van de beheerders nemen een einde wanneer zij de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben.

Mits toestemming van de in Raad vergaderde Ministers kan de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft de titularissen machtigen hun lopend mandaat te voleindigen met dien verstande dat zij in geen geval in functie mogen blijven boven de leeftijd van 67 jaar.

De Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft neemt deel aan de vergaderingen van de raad, indien hij dit wenst. »

8. Er wordt, onder de titel « Beraadslagingen van de raad », een artikel 12 ingevoegd luidend als volgt :

« De raad wordt voorgezeten door de Voorzitter van Sabena.

Hij wordt ter vergadering opgeroepen door deze laatste, telkens het belang van de vennootschap dit vereist en telkens als ten minste drie beheerders zulks vragen.

Ingeval de Voorzitter van Sabena verhinderd is wordt hij vervangen door de Ondervoorzitter.

De ouderdomsdoken zit de raad van beheer voor in geval de Voorzitter van Sabena en de Ondervoorzitter gelijktijdig belet zijn. Behoudens in geval van overmacht of beletsel ingevolge oorlog, werkstaking of openbare ramp kan de raad van beheer slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste zeven van de beheerders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Elke verhinderde of afwezige beheerder kan schriftelijk of per telegram één van zijn collega's van de raad machtigen om hem op de vergaderingen van de raad te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen. De volmachtgever wordt alsdan ten opzichte van stemming geacht aanwezig te zijn. Geen gevolmachtigde mag echter aldus meer dan één beheerder vertegenwoordigen.

De commissarissen hebben in het geval door artikel 55, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen hetzelfde recht als bij vorige alinea aan de beheerders verleend is.

Elke beslissing van de raad wordt genomen bij de volstreekte meerderheid van de stemmers. Bij staking van stemmen is de stem van diegene die de vergadering voorziet beslissend.

Indien op een vergadering van de raad, die de vereiste meerderheid verenigt om geldig te beraadslagen, één of meer beheerders zich onthouden krachtens artikel 60 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen dan worden de beslissingen geldig genomen bij de meerderheid van de andere aanwezige of vertegenwoordigde leden van de raad. »

9. Artikel 13 wordt, onder de titel « Machten van de raad », vervangen door de volgende bepalingen :

« De raad van beheer bepaalt de algemene beleidslijnen van de vennootschap in overeenstemming met de beslissingen van de algemene vergadering.

Hij verricht alle nodige of nuttige handelingen met het oog op het verwezenlijken van het maatschappelijk doel, met uitzondering van de handelingen welke de wet of deze statuten toevertrouwen aan de algemene vergadering of aan het beheerscomité.

Hij stelt de jaarlijkse rekeningen op en roept de algemene vergadering van de aandeelhouders samen.

Hij keurt de jaarlijkse begroting goed alsmede de voorlopige rekeningen.

Hij stelt de bezoldiging en emolumenten vast van de Voorzitter van Sabena, van de Ondervoorzitter en van de andere leden van het beheerscomité. »

10. Er wordt, onder de titel « Beheerscomité », een artikel 14 ingevoegd luidend als volgt :

« De raad van beheer benoemt in zijn schoot een beheerscomité samengesteld uit de Voorzitter van Sabena, uit de Ondervoorzitter van Sabena en uit vier beheerders benoemd op de voordracht van de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft, na raadpleging van de Minister van Financiën en van de Minister van Buitenlandse Zaken.

Drie leden behoren tot de Nederlandse cultuurgemeenschap en drie leden tot de Franse cultuurgemeenschap.

Het beheerscomité wordt voorgezeten door de Voorzitter van Sabena.

Wanneer hij verhinderd is wordt de Voorzitter van Sabena vervangen door de Ondervoorzitter van Sabena.

Le comité de gestion se réunit sur convocation de son président chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, et en principe une fois par semaine.

Il se réunit valablement, quel que soit le nombre de présents, et toute décision est prise à la majorité des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

En cas d'empêchement prolongé d'un des membres du comité de gestion, il est pourvu provisoirement à son remplacement par le Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions suivant les règles fixées par les alinéas 1er et 2, sous réserve de ratification par le conseil d'administration. »

11. Le titre et les dispositions de l'article 15 sont remplacés par le titre et les dispositions suivantes :

« Pouvoirs du comité de gestion. »

« Article 15. Le comité de gestion possède les pouvoirs les plus étendus pour gérer la société conformément à la politique définie par le conseil d'administration.

Dans ce but, il a le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs auxdites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets; contracter tous emprunts sous réserve des conditions fixées par l'article dix, obtenir toutes ouvertures de crédit en banque, consentir tous prêts, consentir et accepter tous nantissements et toutes hypothèques; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, le tout avant ou après paiement; négocier, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision et des fonds disponibles.

C'est le comité de gestion également qui nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu, et qui prend toutes décisions concernant l'organisation et le fonctionnement des services.

Lors du recrutement du personnel navigant et des ouvriers spécialistes, la priorité doit être donnée aux Belges qui souscrivent un engagement de rester en leurs fonctions, à la disposition de l'Etat, en cas de mobilisation de l'armée.

Il décide de la création d'établissements et de services, en Belgique comme à l'étranger.

Il fixe les prix et conditions de tous les services fournis par la société et conclut à cet effet tous les accords nécessaires.

Il organise et développe les relations avec les autres organismes, nationaux et internationaux, et conclut toutes conventions à cet effet, sous réserve des dispositions de l'article 3.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative. »

12. Le titre et les dispositions de l'article 16 sont remplacés par le titre et les dispositions suivants :

« Président de la Sabena et Vice-Président. »

Le Président de la Sabena et le Vice-Président sont choisis parmi les membres du conseil et nommés par le Roi sur proposition conjointe du Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions et du Ministre des Finances. Ils sont révocables par le Roi.

Ils sont nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Leur nomination est renouvelable indéfiniment.

Si le Président de la Sabena appartient à la communauté culturelle néerlandaise, le Vice-Président appartient à la communauté culturelle française et vice versa. »

Het beheerscomité wordt door zijn voorzitter ter vergadering opgeroepen telkens het belang van de vennootschap zulks vergt, en in principe éénmaal per week.

Het beraadslaagt en beslist geldig, ongeacht het aantal aanwezigen en elke beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen, geeft de stem van degene die de vergadering voorziet de doorslag.

Ingeval één van de leden van het beheerscomité langdurig verhinderd is, zal er voorlopig in zijn vervanging voorzien worden door de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft volgens de in de leden 1 en 2 vastgestelde regels, onder voorbehoud van bekrachtiging door de raad van beheer. »

11. De titel en de bepalingen van het artikel 15 worden vervangen door de volgende titel en bepalingen :

« Machten van het beheerscomité. »

« Artikel 15. Het beheerscomité bezit de meest uitgebreide machten voor het beheer van de vennootschap overeenkomstig de beleidslijnen bepaald door de beheerraad.

Met dit doel kan het eigenmachtig beslissen in alle verrichtingen die tot het maatschappelijk doel behoren alsmede over alle inbrengsten, afstanden, inschrijvingen, commandities, deelhebbingen, financiële deelnemingen of tussenkomen die met bedoelde verrichtingen in verband staan.

Het kan, onder meer, alle gelden en waarden ontvangen, alle roerende en onroerende goederen huren, verhuren of onderverhuren, verkrijgen, vervreemden of ruilen; alle vergunningen van gelijk welke aard verkrijgen, exploiteren, verpachten of overlaten; alle fabrieksmekken, brevetten of vergunningen van brevetten verkrijgen, exploiteren of overlaten; alle leningen aangaan onder voorbehoud van de voorwaarden gesteld bij artikel tien, alle kredietopeningen in banken verkrijgen, alle uitleningen doen, alle inpandgevingen geven en aanvaarden, alle hypotheken nemen en aanvaarden; alle zakelijke rechten, voorrechten en vernietigende rechtsvorderingen verzoeken; handlichting geven van alle preferente of hypotheecaire inschrijvingen, van alle overschrijvingen, beslagleggingen, verzet en andere beletselen; vrijstellen van alle ambtshalve te nemen, inschrijvingen, alles voor of na betaling; onderhandelen, pleiten, hetzij als eiser, of als verweerder, vergelijken treffen en beroep doen op scheldsrecht; de aanwending regelen van de reserve- of voorzieningsfondsen en van de beschikbaar fondsen.

Het is insgelijks het beheerscomité dat de bedienden, ambten en loontrokkenden van de vennootschap benoemt en afzet en hun werkzaamheden, wedden en emolumenten alsmede, in voorkomend geval, de door hen te storten borgtocht bepaalt, en alle beslissingen neemt betreffende de organisatie en de werking van de diensten.

Bij de aanwerving van het vliegend personeel en van de werklieden-specialisten dient de voorkeur gegeven aan de Belgen die de verbintenis onderschrijven om, bij mobilisatie van het leger, ter beschikking van de Staat in dienst te blijven.

Het beslist over de oprichting van vestigingen en diensten zowel in België als in het buitenland.

Het stelt de prijs en de voorwaarden vast van alle diensten verstrekt door de vennootschap en sluit daartoe alle nodige akkoorden.

Het organiseert en ontwikkelt de betrekkingen met de andere nationale en internationale organismen en sluit alle conventies dienaangaande, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 3.

Vorenstaande opsomming is niet beperkend, maar vermeldend gedaan. »

12. De titel en de bepalingen van artikel 16 worden vervangen door de volgende titel en bepalingen :

« De Voorzitter van Sabena en de Ondervoorzitter. »

De Voorzitter van Sabena en de Ondervoorzitter worden gekozen onder de leden van de raad en benoemd door de Koning op gezamenlijke voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de luchtvaart behoort en van de Minister van Financiën. Zij kunnen uit hun ambt worden ontzet door de Koning.

Zij worden benoemd voor de duur van hun mandaat van beheerder. Hun benoeming is onbeperkt hernieuwbaar.

Wanneer de Voorzitter van Sabena tot de Nederlandse cultuurgemeenschap behoort, behoort de Ondervoorzitter van Sabena tot de Franse cultuurgemeenschap, en omgekeerd. »

13. Le titre et les dispositions de l'article 17 sont remplacés par le titre et les dispositions suivants :

« Pouvoirs du Président et du Vice-Président de la Sabena. »

« Article 17. Outre ses fonctions de Président du conseil d'administration, du comité de gestion et de l'Assemblée générale des actionnaires, le Président de la Sabena assure personnellement la liaison avec le Ministre ayant l'aéronautique dans ses attributions ainsi qu'avec les instances nationales, régionales et locales, suivant la procédure prévue par arrêté royal.

Au nom du comité de gestion, il représente la société dans tous les actes de gestion, notamment dans les rapports avec le personnel, les syndicats, les instances nationales et internationales, avec la clientèle et en général tous tiers. Au nom du comité de gestion, il rend compte de la gestion de celui-ci au conseil d'administration.

Au nom du conseil d'administration, il rend compte de l'exécution de sa mission à l'assemblée générale.

Il fait exécuter les décisions des organes de la société qu'il préside.

Il dispose d'un service d'inspection, spécialisé notamment en analyse et contrôle budgétaires, ne relevant que de lui et qu'il pourra charger de missions aussi bien en Belgique qu'à l'étranger.

Le Vice-Président de la Sabena remplace le Président de la Sabena en cas d'empêchement. En outre, le Vice-Président, d'accord avec le Président de la Sabena, prépare les budgets annuels et la planification. Il règle les problèmes de gestion journalière. »

14. Le titre et les dispositions de l'article 18 sont remplacés par le titre et les dispositions suivants :

« Procès-verbaux. »

« Article 18. Les délibérations du conseil d'administration et du comité de gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial. Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés.

Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres présents à la réunion. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président de la Sabena ou par deux des membres. »

15. L'article 18bis est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ensemble, les directeurs désignés par le comité de gestion constituent le collège des directeurs qui exerce, collégialement, les attributions qui lui sont confiées par le comité de gestion.

Ce collège des directeurs compte autant de membres appartenant à la communauté culturelle française qu'à la communauté culturelle néerlandaise.

Le collège des directeurs est présidé par le Président de la Sabena. Il y est assisté ou représenté par le Vice-Président de la Sabena.

Le comité de gestion désigne tout autre mandataire.

16. L'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences du Président ou du Vice-Président de la Sabena.

Dans le pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci. »

17. L'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les opérations de la société sont surveillées par six commissaires, associés ou non, nommés pour six ans.

Trois commissaires appartiennent à la communauté culturelle française et trois à la communauté culturelle néerlandaise.

Deux commissaires sont nommés sur proposition du Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions; deux sur celle du Ministre des Finances; deux sur proposition conjointe du Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions et du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

Chaque année, un commissaire est sortant, de manière que le mandat d'aucun commissaire ne dure plus de six ans. Le premier ordre de sortie est déterminé par le sort. Les commissaires sortants sont rééligibles.

13. De titel en de bepalingen van het artikel 17 worden vervangen door de volgende titel en bepalingen :

« Machten van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter van Sabena. »

« Artikel 17. Naast zijn functies van Voorzitter van de raad van beheer, van het beheerscomité en van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, verzekert de Voorzitter van Sabena persoonlijk de verbinding met de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft, alsmede met de nationale, regionale en lokale instanties, volgens de procedure voorzien bij koninklijk besluit.

In de naam van het beheerscomité vertegenwoordigt hij de vennootschap voor alle beheershandelingen, namelijk in de betrekkingen met het personeel, de vakbonden, de nationale en de internationale instanties, met de cliëntel en in het algemeen met alle derden. In naam van het beheerscomité brengt hij verslag uit over dezes beheer aan de raad van beheer.

In naam van de raad van beheer brengt hij voor de algemene vergadering verslag uit over de uitvoering van zijn opdracht.

Hij doet de beslissingen uitvoeren van de vennootschapsorganen waarvan hij het voorzitterschap waarneemt.

Hij beschikt over een inspectiedienst, gespecialiseerd onder andere in begrotingsanalyse en -controle, die slechts van hem afhangt en waarvan hij opdrachten kan toekennen zowel in België als in het buitenland.

De Ondervoorzitter van Sabena vervangt de Voorzitter ingeval van beletsel. Bovendien, en in overleg met de Voorzitter van Sabena, bereidt de Ondervoorzitter de jaarlijkse begrotingen en de planificatie voor. Hij behandelt de problemen van dagelijks beheer. »

14. De titel en de bepalingen van het artikel 18 worden vervangen door de volgende titel en bepalingen :

« Notulen. »

« Artikel 18. De beraadslagingen van de raad van beheer en van het beheerscomité worden vastgelegd bij in een bijzonder register ingeschreven notulen. De volmachten alsmede de bij geschrift of per telegram gegeven adviezen en uitgebrachte stemmen worden er bijgevoegd.

Die notulen worden ondertekend door al de op de vergadering aanwezige leden. De in rechte of elders voor te leggen afschriften of uittreksels worden ondertekend door de Voorzitter van Sabena of door twee der leden. »

15. Artikel 18bis wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De door het beheerscomité aangewezen directeurs vormen samen het college van directeurs, dat collégiaal de hem door het beheerscomité toevertrouwde bevoegdheden uitoefent.

Dit college van directeurs telt evenveel leden behorende tot de Nederlandse als tot de Franse cultuurgemeenschap.

Het college van directeurs wordt voorgezeten door de Voorzitter van Sabena. Hij wordt er bijgestaan of vertegenwoordigd door de Ondervoorzitter.

Het beheerscomité duidt elke andere mandataris aan. »

16. Artikel 19 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Alle rechtsgedingen, zowel bij eis als bij verweer, worden in naam van de vennootschap vervolgd door de raad van beheer, op benoerusting van de Voorzitter of de Ondervoorzitter van Sabena.

In het land waar de vennootschap een officieel vertegenwoordiger heeft worden de gedingen door of tegen deze gevoerd. »

17. Artikel 20 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het toezicht op de verrichtingen van de vennootschap wordt uitgeoefend door zes commissarissen, al dan niet vennoten, en voor zes jaar benoemd.

Drie commissarissen behoren tot de Nederlandse cultuurgemeenschap en drie tot de Franse cultuurgemeenschap.

Twee commissarissen worden benoemd op de voordracht van de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft; twee op de voordracht van de Minister van Financiën; twee op de gezamenlijke voordracht van de Minister die de luchtvaart en van de Minister die de begroting in zijn bevoegdheid heeft.

Ieder jaar treedt één commissaris uit, zodat geen enkel mandaat van commissaris meer dan zes jaar duurt. De eerst uittrekkenden worden aangewezen bij loting. De uittrekkende commissarissen zijn herkiesbaar.

Les mandats des commissaires prennent fin lorsque ceux-ci ont atteint l'âge de soixante-cinq ans. Toutefois, moyennant l'accord des Ministres réunis en conseil, le Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions peut autoriser les titulaires à achever leur mandat en cours étant entendu qu'ils ne peuvent, en aucun cas, demeurer en fonction au-delà de l'âge de 67 ans. »

18. Le titre et les dispositions de l'article 21 sont remplacés par le titre et les dispositions suivants :

« Incompatibilités. »

« Article 21. Les membres des Chambres législatives et des organes politiques à compétence de décret ou réglementaire ne peuvent être admis à la fonction de Président de la Sabena ou de Vice-Président. Ils ne peuvent non plus être revêtus du mandat d'administrateur ou de commissaire. »

19. L'article 22bis est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les rapports des réviseurs d'entreprise sont adressés aux Ministres à l'intervention du Président de la Sabena. »

Deux copies en sont en outre remises à celui-ci pour être communiquées au conseil d'administration et au comité de gestion. »

20. L'article 23 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du comité de gestion, sont signés par le Président et le Vice-Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par un administrateur, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du comité. »

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration ou du comité de gestion auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes sont valablement signés par le Président de la Sabena et le Vice-Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par un administrateur, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil ou du comité. »

Dans les succursales et agences, sauf le cas où le comité de gestion en dispose autrement, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoir ou par deux fondés de pouvoir. »

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article. »

21. Dans l'article 24, le mot « juillet » est remplacé par le mot « juin ».

22. L'article 28 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toute assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires est présidée par le Président de la Sabena. »

En cas d'empêchement, le Président de la Sabena est remplacé par le Vice-Président et, à défaut de celui-ci, par le doyen d'âge des administrateurs présents. »

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau. »

Le Président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs. »

23. L'article 29, premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque action, quelle que soit sa nature, donne droit à une voix à l'assemblée générale. Par dérogation aux articles 75 et 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, chaque actionnaire peut prendre part au vote à raison de la totalité des actions dont il justifie la possession. »

24. Dans l'article 32, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice social, les comptes annuels provisoires sont soumis par le Président de la Sabena au Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions. »

De mandaten van de commissarissen nemen een einde wanneer zij de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt hebben. Mits toestemming van de in raad vergaderde Ministers kan de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft de titularissen machtigen hun lopend mandaat te voltooien met dien verstande dat zij in geen geval in functie mogen blijven boven de leeftijd van 67 jaar. »

18. De titel en de bepalingen van artikel 21 worden vervangen door de volgende titel en bepalingen :

« Onverenigbaarheden. »

« Artikel 21. De leden van de Wetgevende Kamers en van de politieke lichamen met decreterende of reglementerende bevoegdheid kunnen niet toegelaten worden tot de functie van Voorzitter van Sabena of van Ondervoorzitter. Zij kunnen ook niet bekleed worden met het mandaat van beheerder of van commissaris. »

19. Aan artikel 22bis wordt een tweede lid toegevoegd luidend als volgt :

« De verslagen van de bedrijfsrevisoren worden aan de Ministers gericht door bemiddeling van de Voorzitter van Sabena. »

Twee afschriften van die verslagen worden bovendien aan de Voorzitter van Sabena bezorgd ter mededeling aan de raad van beheer en aan het beheerscomité. »

20. Artikel 23 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Alle akten die de vennootschap binden, alle machten en volmachten worden, tenzij bij bijzondere beraadslaging van het beheerscomité de macht daartoe is overgedragen, getekend door de Voorzitter van Sabena en de Ondervoorzitter of, wanneer deze laatste verhinderd is, één van de beheerders, die tegenover derden van generlei voorafgaande beslissing van het comité moeten doen blijken. »

De akten betreffende de uitvoering van de beslissingen van de raad van beheer of van het beheerscomité waartoe een openbaar of een ministerieel ambtenaar zijn medewerking verleent, inzonderheid de akten van oprichting van burgerlijke of handelsvennootschappen, de processen-verbaal van vergaderingen van die vennootschappen, de opheffingen met of zonder betaling, onder vervaking van alle reële rechten, voorrechten en volmachten betreffende die akten worden rechtsgeldig getekend door de Voorzitter van Sabena en de Ondervoorzitter of, wanneer deze laatste verhinderd is, een beheerder, die tegenover derden van generlei voorafgaande beslissing van de raad of het comité moeten doen blijken. »

In de bijhuizen en agentschappen en behoudens het geval dat het beheerscomité er anders over beschikt, worden al de akten van ontlasting of van verontenis getekend door een directeur en een gevolmachtigde of door twee gevolmachtigden. »

De vennootschap is slechts gebonden en de in haar naam opgemaakte akten zijn maar geldig, indien de bij dit artikel voorgeschreven handtekeningen gegeven zijn. »

21. In artikel 24 wordt het woord « juli » vervangen door het woord « juni ».

22. Artikel 28 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Elke algemene vergadering van de aandeel- of obligatiehouders wordt voorgezeten door de Voorzitter van Sabena. »

Wanneer hij verhinderd is wordt de Voorzitter van Sabena vervangen door de Ondervoorzitter en, bij ontstentenis van deze laatste, door de onderdomsdeken van de aanwezige beheerders. »

De andere aanwezige leden van de raad van beheer vervullen het bureau. »

De Voorzitter wijst de secretaris aan. De vergadering kiest uit haar midden twee stemopnemers. »

23. In artikel 29 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepalingen :

« Elk aandeel, van welke aard ook, geeft recht op één stem op de algemene vergadering. In afwijking van de artikelen 75 en 76 van de samengordende wetten op de handelsvennootschappen mag elke aandeelhouder aan de stemming deelnemen voor al de aandelen waarvan hij het bezit bewijst. »

24. In artikel 32 wordt tussen het tweede en derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de drie maand die volgen op het maatschappelijk dienstjaar worden de voorlopige jaarrekeningen door de Voorzitter van Sabena voorgelegd aan de Minister die de luchtvaart in zijn bevoegdheid heeft. »

Dans l'article 32, les mots « Bilan et compte de profits et pertes » sont remplacés par les mots « Bilan et compte de résultats ».

25. L'article 33 est remplacé par les dispositions suivantes :

« A. Le montant cumulé des interventions de l'Etat dans les amortissements de la société, attribuées entre le premier janvier 1949 et le trente et un décembre 1979, est porté aux annexes aux comptes annuels, sous la rubrique « Compte statutaire Etat I ». Ce compte est apuré au moyen des bénéfices ultérieurs, dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article 34, deuxième alinéa, lettre D, 1°, des présents statuts.

B. Dans la mesure où les résultats de la société sont insuffisants pour couvrir les amortissements du matériel volant et des rechanges y afférents, ainsi que des équipements pour les ateliers d'entretien et de révision du matériel volant, l'Etat accorde à la société une subvention égale à l'insuffisance constatée.

Chaque année, le crédit nécessaire à cette fin sera inscrit au budget géré par le Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions. Chaque inscription de crédit se fait pour l'année budgétaire qui coïncide avec l'exercice social auquel les susdits amortissements se rapportent.

Avant le 31 mars de chaque année, le Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions fixe, par voie d'arrêté ministériel, le montant du crédit à inscrire pour la couverture éventuelle des amortissements se rapportant à l'année suivante, sur base des prévisions qui lui sont communiquées par le Président de la Sabena. Ces prévisions sont transmises avec l'avis des réviseurs d'entreprise de la société et l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre qui a l'aéronautique dans ses attributions.

Si le montant du crédit inscrit pour une année déterminée ne correspond pas au montant des amortissements effectivement comptabilisés pour cette année et à couvrir en vertu du premier alinéa, la différence en plus donnera lieu à l'insertion d'un crédit supplémentaire au budget concernant la deuxième année budgétaire suivant l'exercice social auquel se rapporte la différence en plus constatée et la différence en moins sera portée en diminution du crédit à fixer par arrêté ministériel pour la deuxième année budgétaire suivant l'exercice social auquel se rapporte la différence en moins constatée.

Les amortissements auxquels se réfère le présent littéra comprennent :

a) L'amortissement nécessaire du matériel volant, des rechanges pour matériel volant et des équipements pour les ateliers d'entretien et de révision du matériel volant;

b) La dotation éventuelle à un Fonds spécial destiné à répondre aux perfectionnements techniques ou à une désaffectation prématée du matériel volant et des rechanges pour matériel volant.

« C. L'engagement souscrit par l'Etat en vertu du littéra B sort ses effets à partir du 1er janvier 1980 et est valable pour toute la durée de la société.

Le montant cumulé des subventions mises à la disposition de la société en exécution de cet engagement sera repris aux annexes aux comptes annuels, sous la rubrique « Compte statutaire Etat II ».

Ce montant est à rembourser à l'Etat au moyen des bénéfices ultérieurs après l'apurement visé sub A et suivant les mêmes modalités.

26. Dans l'article 34, les mots « intérêts de cinq pour cent l'an », « d'un pour cent au maximum », « l'article 33, littéra B », « deux pour cent » et « toutes les actions de dividende » sont remplacés par les mots « intérêt de vingt-cinq francs l'an par action », « de cinq francs maximum par action », « article 33, littéra A », « dix francs par action », et « toutes les actions de quelque nature qu'elles soient ».

27. A l'article 38, troisième alinéa, 3°, remplacer les mots « de dividende » par les mots « autres que les actions privilégiées ».

In artikel 32 worden de woorden « De balans en de winst-en verliesrekening » vervangen door de woorden « Balans en resultatenrekening ».

25. Artikel 33 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« A. De gekumuleerde bijdragen van de Staat in de afschrijvingen van de vennootschap, toegekend tussen één januari 1949 en eenendertig december 1979 worden in de toelichting bij de jaarrekeningen vermeld onder de rubriek « Statutaire rekening Staat I ». Die rekening wordt afgeschreven door middel van de latere winsten, in de voorwaarden en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 34, tweede lid, letter D, 1°, van deze statuten.

B. In de mate waarin de resultaten van de vennootschap niet toelaten de afschrijvingen te dekken van het vliegend materieel en van zijn wisselstukken, evenals van de uitrusting voor de werkplaatsen waar het onderhoud en de revisie van het materieel geschiedt, staat de Staat aan de vennootschap een subsidie toe, gelijk aan het vastgesteld tekort.

Ieder jaar wordt het tot dit doel bestemd krediet ingeschreven in de begroting beheerd door de Minister die de luchtvaart onder zijn bevoegdheid heeft. Dit krediet wordt ingeschreven voor het begrotingsjaar dat samenvalt met het maatschappelijk dienstjaar waarop hogervermelde afschrijvingen betrekking hebben.

Vóór 31 maart van elk jaar bepaalt de Minister die de luchtvaart onder zijn bevoegdheid heeft bij ministerieel besluit het bedrag van het krediet dat dient ingeschreven te worden voor de eventuele dekking van de afschrijvingen met betrekking tot het volgende jaar, op grond van de voorzieningen die hem door de Voorzitter van Sabena worden medegedeeld. Deze voorzieningen worden overgemaakt met het advies van de bedrijfsrevisoren van de vennootschap en het advies van de Inspecteur van Financiën aangesteld bij de Minister die de luchtvaart onder zijn bevoegdheid heeft.

Indien het bedrag van het voor een bepaald jaar ingeschreven krediet niet overeenstemt met het bedrag van de afschrijvingen die in werkelijkheid werden geboekt voor dat jaar en die overeenkomstig het eerste lid moeten gedekt worden, zal, indien het over een tekort gaat, een bijkomend krediet ingeschreven worden op de begroting van het tweede begrotingsjaar dat op het maatschappelijk dienstjaar volgt gedurende hetwelk het verschil vastgesteld werd, terwijl een overschot in mindering zal gebracht worden van het krediet dat door ministerieel besluit moet bepaald worden voor het tweede begrotingsjaar dat volgt op het maatschappelijk dienstjaar, gedurende hetwelk het teveel vastgesteld werd.

De afschrijvingen bedoeld in deze letter omvatten :

a) De nodige afschrijving van het vliegend materieel, van de wisselstukken voor vliegend materieel en van de uitrusting voor de werkhuizen waar het onderhoud en de revisie van het vliegend materieel geschiedt;

b) De eventuele dotatie aan een speciaal-Fonds bestemd om de technische verbeteringen toe te passen of om in een vroegtijdige buitendienststelling van het vliegend materieel en van de wisselstukken voor vliegend materieel te voorzien.

C. De op grond van letter B door de Staat aangegane verbintenis treedt in werking van 1 januari 1980 en geldt voor gans de duur van de vennootschap.

Het samengevoegd bedrag van de tussenkomst die, in uitvoering van die verbintenis, ter beschikking van de vennootschap zijn gesteld, zal vermeld worden in de toelichting bij de jaarrekeningen onder de rubriek « Statutaire rekening Staat II ».

Dit bedrag moet worden terugbetaald aan de Staat door middel van latere winsten na de aanzuivering waarvan sprake onder A en volgens dezelfde modaliteiten.

26. In artikel 34 worden de woorden « jaarlijkse interest van vijf ten honderd », « ten hoogste één ten honderd », « artikel 33, letter B », « twee ten honderd » en « al de winstaandelen » vervangen door de woorden « jaarlijkse interest van vijftienvintig frank per jaar per aandeel », « ten hoogste vijf frank per aandeel », « artikel 33, letter A », « tien frank per aandeel » en « alle aandelen van welke aard ook ».

27. In artikel 38, derde lid, 3°, het woord « winstaandelen » vervangen door de woorden « aandelen andere dan preferente aandelen ».